

**CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES ENTREPRISES  
D'INSTALLATION, ENTRETIEN, REPARATION ET DEPANNAGE DE  
MATERIEL AERAIQUE, THERMIQUE ET FRIGORIFIQUE**

**Avenant n°50 relatif à la portabilité des garanties de prévoyance  
complémentaire**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS:**

- Syndicat National des entreprises du froid, d'Équipement de Cuisines Professionnelles et du conditionnement (SNEFCCA)

D'une part,

ET

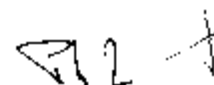
Les Syndicats de salariés signataires suivants :

- Fédération de la métallurgie C.F.E/CGC
- Fédération de la métallurgie Force ouvrière F.O
- Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T
- Fédération générale des Mines et de la Métallurgie /C.F.D.T
- Fédération Nationale CFTC des syndicats de la Métallurgie et Parties Similaires

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :







### Préambule :

L'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 et son avenant n°3 du 18 mai 2009 créés une nouvelle obligation à la charge de l'employeur en matière de prévoyance complémentaire. En effet, cet article prévoit un maintien des garanties de prévoyance complémentaire au profit des salariés dont le contrat de travail est rompu et qui bénéficient à ce titre d'indemnisations au titre de l'assurance chômage.

Aussi, afin de faire profiter les salariés de la branche de ces nouvelles dispositions, les partenaires sociaux négociateurs de la convention collective décident par le présent avenant, de compléter le régime de prévoyance conventionnel

### ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des entreprises relevant de la convention collective nationale des entreprises d'installation et d'équipement aéronautique, thermique, frigorifique et connexe.

### ARTICLE 2 : PORTABILITE DES DROITS DE PREVOYANCE

#### **2.1 Date d'effet de la portabilité :**

La date d'effet des dispositions prévues par le présent avenant est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### **2.2 Bénéficiaires :**

Bénéficiaire du maintien des garanties de prévoyance complémentaire en vigueur dans l'entreprise les salariés dont le contrat de travail est rompu, **sauf licenciement pour faute lourde** et qui bénéficient d'une prise en charge par le régime de l'assurance chômage.

Le bénéfice du maintien est conditionné à l'affiliation du salarié au contrat de prévoyance complémentaire souscrit par l'employeur, au titre duquel ses droits doivent être ouverts, ainsi qu'à la justification auprès de l'ancien employeur de la prise en charge par l'assurance chômage

L'intéressé devra donc faire parvenir à l'entreprise tout justificatif de cette prise en charge dans les meilleurs délais suivant la cessation de son contrat de travail.



### **2.3 Durée de la portabilité :**

La durée du maintien des garanties est égale à la durée du dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers, dans la limite de 9 mois.

### **2.4 Début de la portabilité :**

La portabilité débute à compter de la date d'effet de la cessation du contrat de travail de façon à permettre la continuité de la couverture.

### **2.5 Cessation de la portabilité :**

Le bénéficiaire du maintien des garanties doit informer son ancien employeur en cas de cessation du versement des allocations d'assurance chômage lorsqu'elle intervient pendant la période de maintien des droits.

Le maintien des garanties cesse :

- Dès la reprise d'une nouvelle activité rémunérée du participant, que celle-ci donne droit ou non à des garanties de prévoyance, et dès lors qu'elle met fin au droit à indemnisation du régime d'assurance chômage,
- En cas de cessation de paiement des prestations du régime d'assurance chômage,
- En cas de manquement à son obligation de fourniture de tout justificatif de prise en charge par le régime d'assurance chômage,
- A la date d'effet de la résiliation de l'adhésion.

En conséquence l'entreprise s'engage à informer l'Institution, de tout événement entraînant la suppression de la prise en charge par le régime d'assurance chômage de son ancien salarié.

### **2.6 Financement de la portabilité des droits à prévoyance :**

Le maintien des droits à portabilité est assuré dans le cadre de la mutualisation des risques de la branche, sans contrepartie de cotisation pour l'année 2010. Lors de la présentation annuelle des comptes de la branche pour l'exercice 2010, et si les résultats du régime le justifient, l'assureur se réserve le droit de proposer aux partenaires sociaux une augmentation de cotisation nécessaire à la poursuite de cette prise en charge afin de maintenir la pérennité du régime.

542  
A





## 2.7 Garanties maintenues

Sont maintenues au titre de la portabilité, l'ensemble des garanties dont le participant a bénéficié en tant que salarié sans dissociation possible entre elles..

Les garanties maintenues sont identiques à celles définies au contrat d'adhésion et dans les notices d'information remises aux salariés par l'employeur et suivent l'évolution des garanties du contrat.

Toutefois, en aucun cas, le total des prestations versées, au terme des délais de franchises prévues par le présent accord, en cas d'incapacité temporaire de travail au titre des Régimes de Base de la Sécurité sociale et du présent accord, ne peut excéder 100 % des allocations nettes du régime chômage que le bénéficiaire aurait perçues au titre de la même période.

L'institution se réserve le droit, avant tout versement de prestation, de demander des justificatifs d'affiliation à l'assurance chômage et de perception des indemnités de chômage, dans le cas où les justificatifs ne seraient pas fournis par l'entreprise, l'institution sera fondée à refuser le versement de la prestation demandée ou à en demander le remboursement si des prestations ont déjà été versées."

## 2.8 Protocole de gestion / notices

Le protocole de gestion pris en application de l'accord « prévoyance » de l'accord du 27/03/06 fera l'objet d'un avenant en vue de préciser les conditions d'application de la portabilité et d'une notice rédigée par l'assureur qui en reprendra les principaux points.

### **ARTICLE 3 : Formalités administrative**

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1<sup>er</sup> Janvier 2010.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

A l'expiration du délai d'opposition prévu à l'article L2231-8 du code du travail, le présent avenant fera l'objet d'une procédure de dépôt.

Il fera ensuite l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L2261-15 du code du travail.

*Fait à Paris, le 15 décembre 2009  
En 20 exemplaires originaux,*

|  








**Signataires :**

Syndicat National des entreprises du froid, d'Équipement de Cuisines Professionnelles  
et du conditionnement(SNEFCCA)

Fédération de la métallurgie C.F.E/CGC

Fédération de la métallurgie Force ouvrière

Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T

Fédération générale des Mines et de la Métallurgie /C.F.D.T

Fédération Nationale CFTC des syndicats de la Métallurgie et Parties Similaires